

Compte rendu du Colloque « Parlons Prédation » du 22 octobre 2014

Introduction de la journée

par Hervé Gasdon, Président de la SAPN et Franck Quenault, Chef de projet Biodiversité
au Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Conférence de J-M. Landry, éthologue à l'IPRA (Suisse)

Ecartant l'anthropomorphisme coutumier en la matière, il a replacé le cas du loup dans le contexte de la sélection naturelle des « proies » par les « prédateurs », qui existe aussi bien chez les invertébrés et les oiseaux que chez les mammifères.

Pour se nourrir, le prédateur suit un « patron moteur » qui, dans le cas du loup, se décompose en : approche à l'affut, œil fixé – arrêt – poursuite – immobilisation de la proie par la patte – mise à mort – dissection – ingestion. Normalement l'immobilisation arrête la poursuite, ce qui peut expliquer les « massacres » perpétrés par le loup sur des animaux domestiques qui ont perdu l'instinct de fuite mais continuent de bouger autour du prédateur, relançant le « patron moteur ».

On retrouve chez les chiens une partie « hypertrophiée » de ce « patron moteur », par exemple la poursuite chez le Boarder Colley des bergers.

Dans les jeux des louveteaux, les zones de morsure sont les mêmes que chez l'adulte : c'est un apprentissage.

La stratégie de chasse en meute des loups révèle-t-elle des qualités de compréhension ? De prévision ? De planification ? Fondamentalement ils procèdent par poursuite et encerclement, en respectant une certaine distance entre eux et par rapport à la proie.

« Dans un environnement non perturbé », la « dynamique » prédateurs-proies se maintient dans un équilibre. Elle peut aussi contribuer à la restauration d'un écosystème dégradé par les herbivores, comme on l'a observé dans le parc de Yellowstone où la réintroduction des loups a entraîné une « cascade trophique » : revégétalisation, régénération des rivières, retour des castors...



Répondant à une question, J-M. Landry a précisé qu'en Suisse, c'est suite à la demande des forestiers que le lynx a été réintroduit.

Conférence de Nicolas Lescureux, techno-écologue.

Concernant les relations homme-loup, il pense qu'il faut parler de différents « savoirs » plutôt que d'un savoir et des « croyances ».

Esquissant une histoire de ces relations, il explique qu'hommes et loups occupent la même « niche écologique » depuis 400 000 ans. Entre -30 000 et -15 000 ans est attestée l'existence de loups « commensaux » vivant près des groupes humains, la domestication commençant vers -16 000 ans tandis que l'hybridation entre loups et chiens continue pendant plusieurs millénaires.

La distinction entre domestique (du latin « domus », maison) et sauvage (du latin « silva », forêt) apparaît avec la domestication des bovins, ovins, caprins et l'agriculture. Mais la proximité entre les hommes et les loups a perduré majoritairement jusqu'à nos jours.

Le grand facteur d'évolution est le développement démographique de l'espèce humaine. En France, la destruction des loups est préconisée dès le 17^{ème} siècle. Vers 1850 est atteint le maximum de population rurale et le minimum de forêts. Ainsi leur élimination a des raisons plus pratiques que mythologiques (le loup, symbole du diable, le loup-garou...)

Mais au 19^{ème} siècle commence aussi à s'exprimer l'attrait romantique pour la nature sauvage, ses paysages d'abord, puis les espèces vivantes, favorisant la naissance de l'écologie scientifique, dont la vulgarisation provoque finalement une inversion : c'est désormais le sauvage qu'il faut protéger.

Une nouvelle mythologie du loup se développe, en particulier dans les livres pour enfants : au « grand méchant loup » succède le loup gentil !

Cependant, en recolonisant des espaces d'où il avait disparu de mémoire d'homme, le prédateur provoque des conflits aigus avec les éleveurs...

Il faut en conclure que la gestion du loup est un choix de société, « un objet hybride mêlant science et politique ».

A R. Laurans (FDSEA) demandant à quoi sert le loup, le conférencier a répondu que « son utilité n'est pas démontrée dans une zone anthropisée ». P. Boffy (association FERUS) citait néanmoins une étude de l'ONCFS indiquant que 80% de ses proies étaient sauvages. Mais quelqu'un faisait remarquer qu'on manquait d'études permettant de bien connaître son rôle de régulation...

Conférence de Simon Vieux, conseiller au Centre d'Etudes et de Réalisations Pastorales Alpes Méditerranée (CERPAM Hautes-Alpes)

Parlant du « pastoralisme dans un contexte de prédation », il a expliqué les contraintes et difficultés causées par les loups dans un département dont 46% de la surface (alpages et zones de parcours) est utilisée pour l'élevage, avec un cheptel de 220 000 ovins.

Des moyens de protection ont été mis en œuvre mais on constate qu'après une baisse de la prédation vers 2006 (application des premières mesures), celle-ci augmente à nouveau

depuis quelques années. Quel est le rôle des chiens divagants ? Les statistiques vont de 0,25% à 3,7% de la mortalité selon les sources. De plus, « la protection des troupeaux rigidifie le système de pâturage pour un risque zéro impossible ». Par exemple il a fallu renoncer au pâturage de nuit bénéfique en été et le temps de travail des bergers s'est beaucoup allongé. Par ailleurs, le système de protection, conçu pour les gros troupeaux en alpage, convient moins à l'élevage « en exploitation ». Enfin le cas du Mercantour montre qu'on a atteint les limites des mesures de protection : quelles solutions à l'avenir ?

Les ateliers/débats

Atelier 1 : Prédateurs et agriculteurs acteurs de la biodiversité

Après un rappel de définition de la biodiversité, qui est la richesse d'un écosystème en diversité biologique, le groupe s'accorde à dire que le pastoralisme ne crée pas de la biodiversité mais en est acteur et y participe activement. Le pastoralisme conditionne un certain type de paysage qui fait partie du patrimoine de montagne et constitue une mosaïque en contraste avec les forêts, dont la biodiversité est différente mais non moins remarquable.

Le loup en lui-même est un gain de biodiversité, au détriment du lynx selon un éleveur, pour une question de territoire selon les écologistes. L'installation du loup et sa reproduction est signe de bonne santé de l'écosystème car cela veut dire que les ressources sont abondantes et variées.

A la fois le pastoralisme et le loup sont donc acteurs de la biodiversité, à divers degrés.

Au final, le choix entre protection du loup et soutien au pastoralisme est un choix de société. Aujourd'hui, les éleveurs demandent au gouvernement de faire ce choix sociétal. Une cohabitation est donc difficile à envisager dans les conditions actuelles, et la création d'un zonage pour chacun pourrait permettre de conserver ces deux types de biodiversité.

Atelier 2 : Protéger, gérer ou éradiquer les prédateurs

Cet atelier a commencé par le constat d'une frustration et d'une impuissance grandissante des éleveurs face aux attaques des loups.

Personne ne souhaite l'éradication des loups mais pour certains il est nécessaire de réviser la convention de Bern sur le statut de protection du loup car la cohabitation ne semble plus possible.

Cependant, certaines personnes souhaitent pouvoir se défendre face aux attaques. Une crainte en est ainsi ressortie : si on touche aux loups, n'y aurait-il pas une dérive vers les autres grands prédateurs ?



Il y a une volonté de l'ensemble des participants de travailler ensemble, en concertation, pour trouver une solution.

Une question reste en suspens : Comment gérer des espèces sauvages dans des espaces qui ne sont plus sauvages ?

Pour conclure, le groupe a eu l'idée qu'il ne faut plus dire « le loup » mais « les loups » pour souligner la présence de plusieurs meutes sur notre territoire.

Atelier 3 : La protection des troupeaux face aux prédateurs

L'atelier a commencé par des témoignages de bergers des Monges et du Queyras.

Un constat est ressorti : le problème de cohabitation entre les troupeaux et les loups persiste depuis de nombreuses années sans qu'on ait trouvé jusqu'à aujourd'hui de solution pérenne et équitable.

Du côté du pastoralisme : Nous sommes dans une impasse. Le loup s'habitue et s'adapte à tout (aux chiens de protection, au jour, et à tous les autres systèmes de protection qui ont été mis en place). La présence du loup fait aussi ressortir la fragilité du métier : ce qui n'était pas un problème avant, l'est aujourd'hui.

Le mot clé est donc l'innovation : Le loup est présent, il faut protéger les troupeaux. Cette innovation ne peut que venir de ceux qui connaissent le métier c'est-à-dire les bergers et éleveurs. Mais pour cela il doit y avoir une plus grande ouverture d'esprit pour que tous cherchent une solution à long terme.

L'atelier a débouché sur trois pistes mais une particulièrement intéressante :

- Celle de l'apprentissage sociale du loup. Il s'agirait de créer un traumatisme chez un individu pour que le message de danger soit amené à la meute. Ainsi, plutôt que de tuer l'animal, il faudrait le blesser afin que celui-ci le signale à la meute et le troupeau sera perçu comme un danger pour toute la meute.
- Est-il vraiment utile de protéger autant le loup ? Ne faudrait-il pas au moins diminuer certaines mesures de protection ?
- Il faut que les deux partis cessent de rester bloqués. Il faut que tout le monde travaille activement ensemble pour trouver rapidement des solutions.

Table ronde sur la base des trois ateliers

avec la participation de **René Laurans** (FDSEA), **Olivier Bel** (Confédération paysanne), **Bernard Patin** (SAPN, HANE et FNE PACA), **Patrick Boffy** (FERUS) et **Xavier Mordefroid** (SAPN, HANE) pour l'animation.

Pour O. Bel, l'agriculteur est bien un **acteur de la biodiversité**, il se demande ce que deviendront les espaces livrés à l'ensauvagement sous la pression des loups. R. Laurans, considérant qu'il y a dans le 05 un bon équilibre entre l'agriculture et l'environnement,

estime que le loup peut nuire à la biodiversité en éliminant des espèces. La SAPN, selon B. Patin, ne souhaite pas l'ensauvagement et tient au pastoralisme, mais le « retour du sauvage » étant un « signe positif du bon état des milieux », la question, pour la société, est d'accepter ce retour et de parvenir à le gérer. P. Boffy, partisan d'une « cohabitation » qui a duré pendant des siècles, se demande si la « grande peur » de la disparition du pastoralisme et des paysages qu'il a façonnés est justifiée et si les espaces impossibles à protéger ne doivent pas être abandonnés.

X. Mordefroid pose la question du **statut de protection du loup**.

O. Bel souhaite un changement de statut, soulignant qu'on n'a pas affaire au Loup (comme si on le mettait « sur un piédestal ») mais à « des loups » bien réels : si certains trouvent que 600 brebis tuées sur 200 000, c'est peu, « on peut en dire autant pour 36 loups ! »

R. Laurans estime d'ailleurs que les pertes sont plus élevées et qu'il faut aussi prendre en compte les avortements consécutifs au traumatisme de l'attaque (or la perte d'agnelage entraîne une perte d'aide, ce que B. Patin dénonce comme un « dysfonctionnement »). Ce dernier estime cependant dangereux un changement de statut (risque d' « effet domino » pour d'autres espèces) : « Le système de dérogation suffit, le problème est l'efficacité des tirs » (il rappelle que peuvent être autorisés à certaines conditions des tirs « d'effarouchement », « de défense » et « de prélèvement ». Mais O. Bel répond que les quotas autorisés sont loin d'être atteints. La louveterie manque de moyens et les tentatives de prélèvement échouent.

X. Mordefroid demande si on peut « éduquer » le loup, idée émise par J-M. Landry qui a fait état de recherches de « stimulus » provoquant un réflexe conditionné par un traumatisme associé à la brebis. R. Laurans, pour qui le loup est « trop malin », est sceptique et craint que la situation dégénère par la multiplication des tentatives d'empoisonnement. Il reproche à FERUS d'attaquer les arrêtés, ce qui n'est fait que dans certains cas, répond P. Boffy. B. Patin pense que la profession est la mieux placée pour trouver des solutions, mais doit être aidée par la société (« Le loup est revenu de lui-même, dira-t-il un peu plus tard ; la société doit tirer les conséquences de ses choix »). Un membre de l'assistance l'accuse à ce propos de « démagogie », car « naturalistes et environnementalistes doivent reconnaître leur erreur » et se charger du problème (ce sera la seule intervention polémique au cours des échanges).



Le sentiment de l'insuffisance des mesures actuelles est assez partagé. Pour O. Bel, elles sont trop « administratives », tandis que R. Laurans estime qu' « on oublie l'aspect humain » et déplore le peu de soutien des politiques, à part quelques maires, à des éleveurs traumatisés par des attaques. A ce propos, tous s'accordent pour

regretter leur absence totale à ce colloque. FERUS, pour sa part, recrute des « éco-bénévoles », formés en 5 jours pour aider à la garde de nuit.

Des échanges entre salle et intervenants ont lieu au sujet de la « transparence » de l'ONCFS, O. Bel s'étonnant qu'on ne dispose pas de chiffres incontestables : d'où viennent ceux de FERUS ? Un membre de l'assistance l'informe que des études sont publiées dans le bulletin « Réseau loup » de l'ONCFS. O. Bel précise que ce sont les informations fraîches et régulières qui font défaut, entraînant un manque d'anticipation comme dans l'Aude récemment.

Le thème de la qualité de l'élevage ovin local est abordé : grâce aux bergers, dit quelqu'un, nous avons de la « bonne viande », de « beaux paysages »... R. Laurans craint, quant à lui, que ces produits de qualités disparaissent si la situation devient trop difficile.

Au terme de ces échanges, Xavier invite chaque participant à dire un mot de conclusion.

O. Bel constate qu'on avance, notamment grâce au dialogue plutôt que par des invectives, un dialogue qui, selon B. Patin, s'est déroulé entre « personnes responsables », qu'il appelle à s'unir pour demander aux politiques de participer à la recherche de nouvelles solutions. Estimant que le colloque a été positif, R. Laurans souhaite une suite. Quant à P. Boffy, notant la qualité du dialogue, il se montre assez optimiste à la fois sur le maintien de l'élevage ovin dans les Alpes du Sud et sur l'avenir du loup.